

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Diktat-allemand-par-Boaventura-de-Sousa-Santos>

« Le Diktat allemand », par Boaventura de Sousa Santos

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : lundi 6 mai 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Lors de la récente réunion entre le secrétaire du Trésor US, Jacob Lew, et le superministre allemand Wolfgang Schäuble, la démonstration fut faite que le fondamentalisme néolibéral domine aujourd'hui plus en Europe qu'aux États-Unis. Devant la recommandation faite par Lew pour que l'Europe atténue l'ampleur de l'austérité et génère la croissance économique, le ministre allemand a répondu de façon insipide que « *personne en Europe ne voit de contradiction entre la consolidation fiscale et la croissance* » et que « *nous devons arrêter ce débat qui nous dit que nous avons à opter entre l'austérité et la croissance* ». Démontrer qu'il y a des alternatives aux dictats du national-austéritarisme allemand et qu'elles sont politiquement viables, est le plus grand défi auquel les sociétés européennes font actuellement face. Le défi est commun, bien que sa concrétisation varie dans chaque pays.

L'histoire européenne montre d'une manière plus que tragique que ce n'est pas un défi facile. La raison allemande a un poids de prédestination divine que le philosophe Fichte a bien défini en 1807, quand il a opposé l'Allemand avec l'étranger de cette façon : l'allemand est à l'étranger comme l'esprit à la matière, comme le bien au mal. Devant cela, tout compromis est un signe de faiblesse et d'infériorité. Même le droit doit céder face à la force pour que celle-ci ne s'affaiblisse pas. Quand, au début de la Première Guerre mondiale, il y a presque un siècle, l'Allemagne a envahi et a détruit la Belgique sous le faux prétexte de se défendre de la France, elle a violé tous les traités internationaux, au regard de la neutralité de ce petit pays (les agressions allemandes tendent à prendre historiquement comme première cible les pays plus faibles). Sans aucun scrupule, le chancelier allemand a fait une déclaration au Parlement : « *L'illégalité que nous pratiquons nous devons essayer de la réparer dès que nous avons atteint notre objectif militaire. Quand on est menacé et on lutte pour un bien suprême, chacun se gouverne comme il le peut* ».

Cette arrogance n'exclut pas une certaine magnanimité, chaque fois que les victimes se comportent bien. Dans la note que la Chancellerie allemande a envoyé à la Chancellerie belge le 2 août 1914 - un document qui restera dans l'histoire comme un monument au mensonge et à la félonie internationale - les conditions suivantes figurent :

« 3. Si la Belgique observe une attitude bienveillante, l'Allemagne s'engage, en accord avec les autorités du gouvernement belge, à acheter argent comptant tout le nécessaire pour ses troupes et à compenser les dommages causés en Belgique par les troupes allemandes.

4. Si la Belgique se comporte de manière hostile face aux troupes allemandes et si, spécialement, elle pose des difficultés à sa marche... L'Allemagne sera obligée, avec une grande contrariété, à considérer la Belgique comme un ennemi ».

C'est dire que si, comme nous dirions aujourd'hui, les Belges étaient bons élèves et se laissaient utiliser par les intérêts allemands, leur sacrifice, bien qu'injuste, recevrait une hypothétique récompense. Dans le cas contraire, ils souffriraient sans compassion et pitié. Comme nous le savons, la Belgique, inspirée par le roi Alberto, a décidé de ne pas être bonne élève et a payé pour cela le prix élevé de la destruction et des massacres, d'une agression si vile qu'elle fut connue comme le « viol de la Belgique ».

Etant donnée cette supériorité *über alles* (surtout), humilier l'arrogance allemande a toujours impliqué nombre de destruction matérielle et humaine, tant chez les peuples victimes de cette arrogance que chez le peuple allemand. Bien sûr l'histoire ne se répète jamais et l'Allemagne est aujourd'hui un pays sans pouvoir militaire, gouverné par une démocratie bien consolidée. Mais trois faits perturbateurs obligent les autres pays européens à tenir compte de l'histoire. En premier lieu, c'est troublant de vérifier que le pouvoir économique allemand est devenu la source d'une orthodoxie européenne qui fait du bien unilatéralement que en Allemagne, à la différence de ce que celle-ci veut faire croire. En 1914 aussi, le gouvernement impérial cherchait à convaincre les Belges que l'invasion allemande était pour leur bien, « un devoir impérieux de conservation », et que « le gouvernement allemand regretterait vivement que la Belgique considérât (l'invasion) comme un acte d'hostilité », comme il est écrit dans l'infâme

déclaration déjà mentionnée. En deuxième lieu, sont troublantes, les expressions de préjugé racial de l'opinion publique allemande par rapport aux pays latinoaméricains. Elles ramènent à la mémoire l'anthropologue raciste allemand Ludwig Woltmann (1871-1907), qui, pas d'accord avec le caractère de quelques Latins (Dante, Da Vinci, Galilée, etc.), a essayé de le germaniser. On raconte, par exemple, qu'il a écrit à Benedetto Croce pour lui demander si le grand Gianbattista Vico était grand aux yeux bleus. Devant la réponse négative, il ne s'est pas démonté et il répliqua : « *Quoi qu'il en soit, Vico dérive évidemment de l'Allemand Wieck* ». Aujourd'hui tout cela semble ridicule, mais revient à la mémoire, surtout, compte tenu d'un troisième fait troublant. Une enquête réalisée il y a un peu plus d'un an parmi les lycéens d'écoles secondaires allemandes (des jeunes entre 14 et 16 ans) a révélé qu'un tiers ne savait pas qui a été Hitler et que 40 % était sûr que, depuis 1933, les droits de l'homme ont été toujours respectés par les gouvernements allemands.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 6 mai 2013.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 6 mai 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

<p>* Boaventura de Sousa Santos, docteur en Sociologie du Droit ; professeur des universités de Coimbra (Portugal) et de Wisconsin (EU). * Boaventura de Sousa Santos. Doctor en Sociología del Derecho ; profesor de las universidades de Coimbra (Portugal) y de Wisconsin (EE.UU.).</p>
